

CSN: Politique de l'amiante

par Andrew Porter

Dans un communiqué de presse publié en fin de semaine, la CSN se prononce fortement en faveur de la stratégie employée par le gouvernement québécois en décidant d'acheter la compagnie *Asbestos Corporation*.

Le communiqué de la CSN fait le bilan de l'exploitation de l'amiante par les compagnies étrangères en citant quatre problèmes qui sont attribuables à cette situation, à savoir, aucune transformation locale de la matière première, dégradation de la santé des mineurs et de la population environnante, pollution de l'environnement, insécurité chronique d'emploi.

Pour la CSN, la mainmise des entreprises étrangères sur l'amiante a créé un "tronçonnage" de la production où presque tous les développements d'ordre technique se font dans des pays étrangers.

Le contrôle de l'amiante par les étrangers a l'effet d'imposer un prix peu élevé pour cette ressource en comparaison avec le prix commercial. Cette espèce d'intégration verticale par les sociétés étrangères aide les sociétés mères en leur fournissant un produit brut au "prix du gros."

Le communiqué de la CSN expose très clairement où sont les emplois dans l'industrie de l'amiante. Avec l'exemple de la société *Johns-Manville* les chiffres de la CSN démontrent que 2,700 travailleurs sont employés au Québec dans les

mines alors que 18,000 travailleurs bénéficient de travail aux Etats-Unis dans la production d'isolants, de matériaux de construction, et de tuyauterie.

La CSN approuve la politique du gouvernement québécois de l'achat de *Asbestos Corporation* mais la centrale exige que le gouvernement, dans son estimation de la valeur de la compagnie prévoit un passif pour compenser les mineurs qui ont souffert de la maladie d'amiante. Le chiffre serait de l'ordre de \$25 millions échelonné sur 30 ans, ce qui représente environ 90% des salaires des 125 travailleurs affligés par cette maladie.

La CSN recommande au gouvernement québécois d'entreprendre des études auprès du mouvement des capitaux entre la compagnie mère *General Dynamics* et sa filiale *Asbestos Corporation* pour surveiller les efforts jusqu'à date de rapatrier ces profits, bénéfices réinvestis et encaissés aux Etats-Unis. D'ailleurs, les récentes augmentations de dividendes de 140% sont directement visées à sortir le plus d'argent possible (bénéfices réinvestis) avant que le gouvernement québécois entreprenne le contrôle.

Ce rapatriement de bénéfices réinvestis vers la *General Dynamics* aux Etats-Unis sera au dessus de \$60 millions. Compte tenu de ce fait là, la *General Dynamics* croit y obtenir la même somme d'argent que le gouvernement québécois avait l'intention de dépenser lors de

l'annonce de la décision d'acheter sa filiale *Asbestos Corporation*.

Le communiqué de la CSN semble prévenir le gouvernement québécois que cette diminution de la valeur nette délibérée de la part de la société mère d'*Asbestos Corporation* ne devra pas gêner le comportement du gouvernement québécois au sujet de son offre de vente.

Montmorency:

Une rentrée très difficile

par Marc Boucher

C'est hier matin, après un conflit qui aura perturbé le collège Montmorency pendant plusieurs semaines, que reprendront les activités normales du CEGEP de Laval. Si les étudiants semblaient encore partagés quant à l'issue du conflit qui aura provoqué la dissolution de l'exécutif de l'AGEM (l'association générale des étudiants de Montmorency), le directeur général de Montmorency et la présidente du syndicat des enseignants avaient des vues bien divergentes concernant cette affaire.

M. Denis Latour, directeur général, est d'accord pour dire que la situation est désormais rentrée dans l'ordre. Les cours se déroulent en effet le plus normalement du monde et les vestiges du conflit, quelques pancartes qui traînent face à une porte d'entrée, ne sont plus que très discrets.

M. Latour qualifie la lettre

The Gazette:

Syndicat formé par les employés

par Daniel Boyer

L'impasse actuelle dans la presse écrite québécoise s'étend de plus en plus. Dans le secteur anglophone, une Guilde de journalistes représentant le quotidien *The Gazette* fait aujourd'hui une demande d'accréditation au ministère du travail.

La guilde représente les reporters, le personnel de rédaction, les bibliothécaires et les photographes. D'après les dirigeants de la Guilde, près de 70% des personnes éligibles soutiennent le mouvement.

A date, aucune affiliation

syndicale ou soutien au trois quotidiens en grève n'a été mentionné par les porte-paroles de la Guilde. *The Gazette*, propriété du groupe de presse *Southam*, n'a pas encore réagi à la demande d'accréditation.

Un observateur, près des conflits actuels dans la presse écrite, trouve "qu'il ne faut pas s'ennerver pour si peu, car les racines du jeune syndicat sont très floues." Il a conclu que "le syndicalisme au niveau de la presse anglophone est une chose fort salutaire vu le climat politique actuel chez les journaux anglophones."



Eva Friede

Un an de pouvoir pour le Parti Québécois. L'enthousiasme du début est bien terminé et le gouvernement Lévesque doit affronter les rigueurs du pouvoir.

envoyée aux professeurs afin de les assurer qu'il n'y aura pas de représailles à leur endroit de "lettre de protection". C'est cette lettre qui aura convaincu suffisamment de professeurs en réunion vendredi dernier pour que ceux-ci se décident à retourner au bercail au début de cette semaine.

Cette lettre de protection est d'ailleurs fort différente du document intitulé "Conditions de Réouverture du CEGEP Montmorency" émanant de l'administration elle-même peu après qu'elle eut déclaré le lock-out, affirme M. Latour. Celui-ci est d'ailleurs d'avis que ce document n'a pas grand chose à voir avec le conflit que si ce n'est le fait que le document établit clairement les principes généraux que doit comporter une saine administration du collège.

Après avoir fait remarquer au *Daily* que la cafétéria de Montmorency compte 630 places alors que la population étudiante se chiffre dans les environs de 2,200 et que le CEGEP Ahuntsic compte le même nombre de places pour une population de 4,800 étudiants M. Latour souligne le fait que l'administration désire s'employer, notamment en planifiant adéquatement les horaires, à rationaliser le plus possible l'usage des locaux de la cafétéria.

M. Latour croit que les institutions d'enseignement sont présentement victimes d'un mouvement de contestation qui s'appuie partout sur les cafétérias. Le directeur général dit enfin souhaiter vivement que les étudiants réalisent au plus tôt une nouvelle association générale.

Mme Flavie Achard, présidente du syndicat des enseignants, reconnaît comme tout le monde que, du moins extérieurement, la situation est redevenue normale à Montmorency. Ce qui lui semble le plus important de souligner est

le fait que, dans cette affaire, les autorités ont tenté d'abord et avant tout de "casser" le syndicat. C'est bien à regret qu'elle constate que les tactiques de l'administration ont attaqué sérieusement la solidarité qui existait encore il y a à peine une semaine parmi les membres du personnel enseignant.

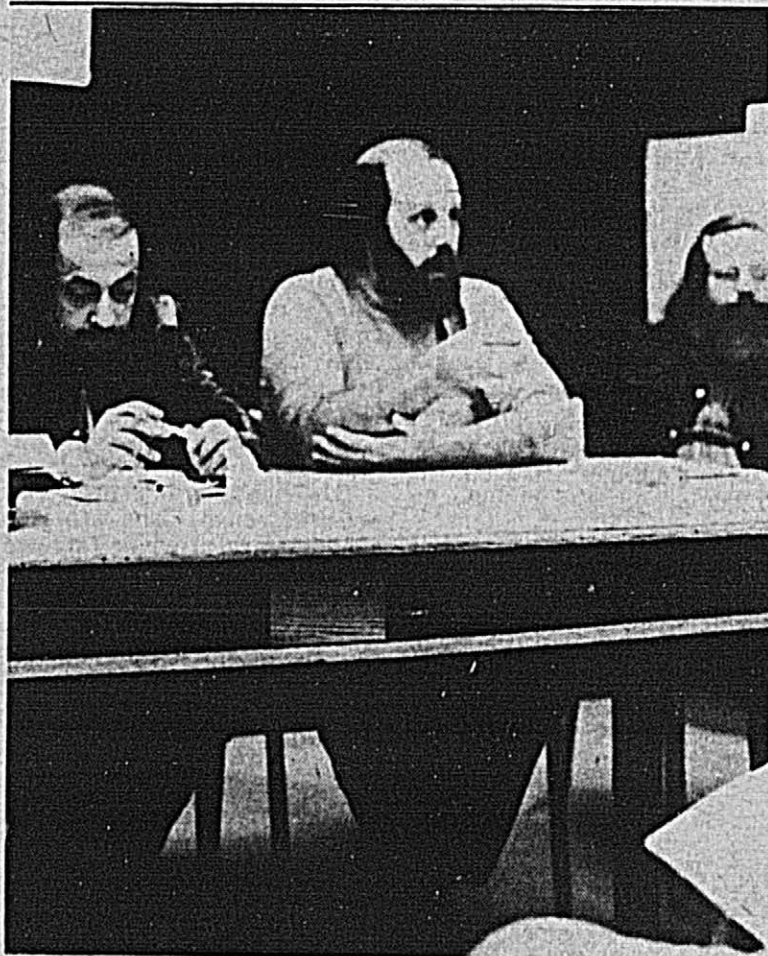
Selon Flavie Achard, la "lettre de protection" émanant de M. Latour a joué un rôle déterminant dans la résolution du conflit. Montmorency est un jeune CEGEP qui occupe des nouveaux locaux pour la deuxième année et qui a vu sa clientèle passer d'environ 500 étudiants qu'elle était l'année dernière à 2,200 cette année. Il faut comprendre que cette augmentation spectaculaire des services n'a pas été sans comporter des conséquences quant au corps professoral.

Les professeurs, au nombre de 150 cette année, comptent quelques 60 "nouveaux" dans leurs rangs dont la plupart, il va sans dire, ne jouissent pas encore de la permanence. Aux dires de la présidente, les "nouvelles recrues" ont des réactions assez imprévisibles cette année et se sentent un peu plus vulnérables que leurs collègues face à l'autorité de l'administration.

Le vote qu'ont pris vendredi dernier les professeurs et qui signalait leur désir de revenir en classe lundi matin a été très serré. Alors que 64 professeurs voulaient continuer cette lutte, quelque 73 autres estimaient que le conflit était dans une impasse et qu'il valait mieux ne pas s'opposer à l'administration plus longtemps. C'est à peu de choses près le même raisonnement qui a inspiré les étudiants et qui a fait qu'eux aussi sont retournés à leurs études.

Quant au Front Commun qui a regroupé pendant ce conflit étudiants et professeurs der-

suite à la page 3



Jean Garon, président du Syndicat des Journalistes du Soleil, en grève depuis le 30 août dernier.

Profs Young et Rice:

Découvrir l'histoire de Montréal

par Marie Poirier

L'histoire économique de Montréal commence à être étudiée par les universitaires. A McGill, deux professeurs d'histoire, Brian Young et Richard Rice travaillent à un projet presque complété d'un inventaire des archives des compagnies montréalaises dans le but de faciliter et stimuler la recherche en histoire des affaires, domaine presque inexploré au Québec et au Canada.

Brian Young et Richard Rice font partie d'un groupe de recherches intitulé *The McGill business history project*, fondé en mai 1976. Il est subventionné par l'université McGill, le Centre de recherches en histoire économique du Canada français et par un don de la famille Bronfman. A part les deux professeurs, cinq étudiants gradués travaillent comme assistants de recherche, venant de différentes universités.

Le but du projet est de bâtir un inventaire des ressources mises à la disposition des chercheurs en histoire économique et particulièrement celle des affaires. Il existe souvent une richesse d'informations dans les documents des compagnies et dont ces dernières ne soupçonnent pas toujours la valeur historique. Les professeurs ont envoyé 1,500 questionnaires à des compagnies dont 200 sont retournés. Sur ce nombre, 130 compagnies ont été retenues pour étudier leurs archives.

Cet inventaire comprend pour chaque compagnie une brève histoire de son implantation à Montréal et dresse une

liste des références comme les rapports annuels, les listes de personnel, chartes (dans le cas des banques) liant avec d'autres compagnies et leurs relations avec les institutions bancaires... Il ne s'agit que d'un point de départ pour une recherche plus approfondie et plus analytique.

Les entreprises, francophones comme anglophones ont accepté d'emblée de révéler aux chercheurs leurs archives. Cela ne signifie pas que le public y a accès, la permission de la compagnie étant toujours nécessaire. La meilleure réponse, selon Brian Young a été du côté des banques et des compagnies d'assurances, ce qui l'a surpris. Les industries manufacturières, surtout celle du vêtement ont refusé d'ouvrir leurs archives.

Young émet l'hypothèse que les mauvaises conditions de travail, autrefois et encore aujourd'hui, font que l'industrie du vêtement ne veut pas de publicité et montrer les documents qui prouvent ce fait. Contrairement aux banques, ces compagnies ne voient pas leur rôle dans l'histoire économique de Montréal. Les banques assument leur responsabilité, bonne ou mauvaise, selon les interprétations, et n'ont pas peur des critiques. Elles ont joué un rôle important à Montréal et elles en sont très conscientes, peu importe sa signification.

La réponse des entreprises francophones a été excellente. Les renseignements recueillis sur des compagnies comme La Sauvegarde ou le Crédit foncier

Changements récents:

Le travail de rédacteur

Ceci est le troisième extrait de la revue *Ecris et tais-toi* publiée par les journalistes du Soleil en grève. Cette revue traite de différents aspects de l'information au Québec et de la structure des journaux. Voici un texte sur les changements dans la prise de décisions sur le contenu d'un journal.

par Jean Didier Fessou

L'un des aspects les plus mal connus du journalisme, c'est le travail de nuit. Et plus précisément, le travail de ceux que l'on appelle les "éditeurs." Les fonctions des éditeurs peuvent varier considérablement d'un journal à l'autre mais, d'une manière générale, elles consistent à lire, à sélectionner à mettre en forme et enfin, à mettre en pages la matière rédactionnelle.

Autrefois, les éditeurs étaient dotés de pouvoirs importants au sein d'une salle de rédaction et le contenu et l'orientation du journal dépendaient d'eux, sinon entièrement du moins en grande partie. Les éditeurs étaient alors recrutés

parmi les journalistes ayant une vaste expérience professionnelle et ils pouvaient concevoir globalement le contenu d'un journal.

Aujourd'hui les méthodes de travail ont changé radicalement. Les impératifs économiques et les progrès technologiques ont permis de doubler, parfois tripler le nombre de pages des journaux. Et il n'est plus possible à une poignée d'individus de concevoir et de réaliser à eux seuls des journaux de 68,92 ou 126 pages. Ces fonctions, jusqu'alors laissées à la discrétion des éditeurs, ont été maintenant confiées à de proches collaborateurs de la rédaction en chef et le contenu d'un journal se décide à des jours, parfois des semaines à l'avance. Et, en ce qui concerne l'actualité immédiate, les décisions se prennent en fin d'après-midi dans le secret du bureau d'un directeur de l'information ou d'un chef de service.

Ce transfert de pouvoirs peut paraître anodin aux yeux du

grand public mais il est beaucoup plus profond et beaucoup plus important et ses conséquences auraient de quoi inquiéter le public.

En effet, en s'adjudant le soin de décider le contenu d'un journal plusieurs heures avant qu'il ne se réalise, la direction de l'information d'un journal ne fait que resserrer son contrôle sur le contenu rédactionnel. De telle sorte qu'un groupe restreint de journalistes directement mandaté par la rédaction générale, décide seul à la fois de l'orientation et du contenu du journal. Auparavant, ces deux fonctions étaient clairement séparées et constituaient un gage d'indépendance vis-à-vis cette "patate chaude" qu'est l'information. Et, en premier lieu, c'est le public, c'est-à-dire les lecteurs, qui en étaient les bénéficiaires.

Pour bien comprendre cet aspect de la question qui est fondamental il faut prendre un exemple: imaginons un instant que le propriétaire d'un grand journal d'information s'intéresse surtout aux faits divers et aux potinages et que l'information politique le laisse complètement indifférent. Il fera part de ses "priorités" à la rédaction en chef qui, malgré toute sa compétence et son excellente bonne volonté, s'efforcera de concrétiser dans les colonnes de son journal les désirs du propriétaire. Et petit à petit, les faits divers et les potinages occuperont les meilleures places au journal et finiront par déborder sur les colonnes habituellement réservées à des choses "plus sérieuses".

Souvent dans l'ancien système, lorsque les éditeurs étaient responsables du contenu de leur journal, les prétentions journalistiques du propriétaire de l'entreprise étaient subordonnées à l'intérêt général. Autrement dit, l'accent était mis sur l'information et non sur les désirs d'un propriétaire. Bien sûr a priori il semble légitime qu'un propriétaire de journal puisse influencer sur le contenu de son journal. Et personne, même les journalistes n'est prêt à s'y opposer.

Mais ceci est une autre question, beaucoup plus vaste, qui concerne la liberté d'expression et la concentration des entreprises de presse. Autrefois, il y avait une infinité de journaux et il paraissait normal que leurs propriétaires définissent et orientent leur contenu. Aujourd'hui la plupart des grands quotidiens d'information occupent une position de monopole dans la région. Et un seul individu, fût-il le propriétaire du journal, n'a plus le droit de décider seul du contenu d'un journal, car lui reconnaître ce droit viendrait à lui reconnaître le droit de décider ce qui est bon ou mauvais pour l'ensemble de la

suite à la page 5

montrent le Montréal économique francophone. Une étude sera possible sur la participation des Québécois francophones dans les affaires dans le but de dissiper les mythes tels que "les Canadiens-français ne sont pas faits pour les affaires".

Il est très clair qu'il s'agit d'un inventaire et non d'un ouvrage d'interprétation. Cependant, il est certain que les chercheurs ont trouvé des idées à partir de leurs recherches qu'ils gardent pour des ouvrages

subsequents ou serviront à d'autres chercheurs. A travers la lecture de ces archives, plusieurs questions peuvent être émises comme la participation francophone à l'industrie, le rôle de Montréal dans le système capitaliste nord-américain, les rapports ethniques dans le monde des affaires et les relations entre les entreprises et le capital.

A part donner des outils de recherche, le projet veut sensibiliser les entreprises à consulter à la page 7



Le quartier des affaires de Montréal au début du siècle. Ses grandes banques et les compagnies ont joué un rôle important dans l'économie montréalaise.

Artes associées



Ces personnalités se sont interrogées sur le gouvernement après un an de pouvoir. De gauche à droite, Marcel Pélin, Jean-Marc Plotte, Denis Monnière, Jacques Dofny et Pierre Vallières.

Marie-Claude Saint-Laurent

Le PQ:

Colloque sur ses politiques

par Daniel Boyer

Le gouvernement péquiste a été le sujet d'un colloque critique la semaine dernière. Intitulé "Un an après..." Le colloque a tenté de dresser un bilan de l'action du Parti Québécois depuis sa montée au pouvoir. Syndicalistes et universitaires ont exprimé et confronté leurs analyses sur la gestion de l'état québécois depuis un an.

Le colloque s'est penché, en grande partie, sur la triple ambiguïté qui plane encore sur le gouvernement du Parti Québécois.

Premièrement, la question

de la nationalité et le projet indépendantiste qui avait été muté pendant la campagne électorale. Ensuite, l'engagement social-démocrate du Parti qui, malgré les projets de réformes concrètes inscrits dans le programme officiel, ne s'appuie sur aucun lien organique avec les syndicats.

Finalement, la notion de "bon gouvernement" mis de l'avant par l'équipe Lévesque lors de la campagne alors que la plupart des candidats n'avait aucune expérience dans la gestion de l'état.

Les participants au colloque ont amplement exposé le fait que le gouvernement péquiste s'appliquait principalement à servir les intérêts de la petite bourgeoisie locale, qui vise à renforcer son statut social en accaparant l'appareil de l'état dans le but de se faire "bourgeoisie monopoliste".

Parmi les participants au bilan du colloque se trouvaient Jean-Marc Plotte. Plotte siègeait au comité de rédaction de la revue *Parti Pris* où il prônait alors un idéologie indépendantiste de gauche. Après le démembrement de *Parti Pris*, Plotte travailla à la revue *Socialisme Québécois* qui rejetait les tendances extrémistes feukistes de l'époque. Plotte est l'auteur du livre *Québec Occupé* sur la crise d'octobre '70.

Plotte a expliqué que la plupart des concessions du gouvernement Lévesque aux travailleurs québécois, telles que la suppression du gel des salaires dans la fonction publique et l'augmentation du salaire minimum, étaient le fruit de luttes syndicales et n'étaient pas dues au "préjugé favorable aux travailleurs." Plotte a rappelé que, même sous le gouvernement Bourassa, le salaire minimum était le plus élevé au Canada.

Plotte a aussi remarqué qu'au niveau de l'éducation, Jacques-Yvan Morin n'a pas à travailler sous les mêmes paramètres que le gouvernement Barrett en Colombie-Britannique. Tandis que la fonction publique de Colombie-Britannique a bloqué systématiquement toutes les réformes néo-démocrates, Morin a le champ libre au Québec.

Par contre, Plotte a ajouté qu'il a fallu trois mois au PQ pour faire des pressions au siège social de l'UQAM afin que les revendications du SPUQ soient entérinées par l'administration.

Plotte a conclu que le nationalisme du PQ "coupe l'implantation de la social-démocratie au Québec."

Pierre Vallières a aussi pris la parole lors du bilan du colloque. Vallières, ancien journaliste à *La Presse*, a été choisi par Pierre-Elliott Trudeau pour joindre le comité de rédaction de *Cité Libre* une revue qui,

pendant le début des années soixante, prônait le socialisme de rattrapage.

Par après, Vallières s'est joint à Charles Gagnon avec lequel il travailla à la revue *Revolution Québécoise*. Vers 1965, Vallières et Gagnon politisèrent le FLQ en lui apportant une idéologie clairement socialiste. Tout deux purgèrent une peine de prison après l'attentat à la bombe de l'usine La Grenade.

Vallières devait écrire *Nègres Blanc d'Amérique* à cette époque et fut rafié avec Gagnon lors de la Crise d'octobre '70. En décembre '71 Vallières écrit *L'Urgence de Cholsir* où il expliquait que tout bon québécois devait appuyer le PQ.

Rendant ce temps, Charles Gagnon écrit *Pour le Parti Proletarien* qui fut le premier manifeste marxiste-léniniste cohérent au Québec. Peu après, Gagnon fonda le journal *En Lutte* qui existe toujours.

L'ouvrage le plus récent de Vallières est *Un Québec impossible* où il remet l'idée d'indépendance en question.

Vallières a dit que "le pouvoir n'est pas à Québec mais est entre les mains des compagnies multinationales." Il a ajouté que les Québécois sont uniques au monde avec leurs "révolutions tranquilles et leurs indépendances tranquilles."

Il a conclu que, depuis trente ans le Québec était recolonisé par, entre autres choses, "la technologie; outil miracle qui justifie tout."



Montmorency...

suite de la page 1

rière les mêmes revendications et bien souvent derrière les mêmes actions, Flavie Achard y voit la manifestation d'un sentiment de solidarité peu commun et fort encourageant. "Au cours de ce conflit, le principal gain des professeurs aura été de se rapprocher sensiblement des étudiants." En terme de perte, ce conflit aura mené au démantèlement psychologique du syndicat. Confronté à une situation analogue, l'exécutif des étudiants a, lui, décidé de démissionner.

Même si "les professeurs se sont contentés d'une lettre de M. Latour troquant une promesse de non-représailles contre un retour au calme", ceux-ci estiment encore que "l'administration (a voulu) ainsi se donner des moyens de répression arbitraires contre les professeurs et les étudiants."

Lettre ouverte:

Frais de scolarité à l'Université de Montréal

Depuis le printemps dernier persiste à l'université de Montréal un conflit qui atteint maintenant son paroxysme: le conflit des frais de scolarité. En effet, malgré le droit concédé aux étudiants en 1973 de payer lorsqu'ils en ont les moyens, c'est-à-dire à n'importe quel moment au cours de l'année, l'administration durcit sa position et menace de désinscription ceux qui n'ont pas payé leurs frais de scolarité au 25 octobre.

Nous en sommes maintenant à la mi-novembre et plus d'un millier d'étudiants résistent encore à cette mesure qualifiée de discriminatoire compte tenu du contexte économique national et de la situation financière précaire des étudiants. Atteints dans leurs droits les étudiants se sont organisés: réunis au sein de leur nouvelle association la FAECUM, mise sur pied le printemps dernier, ils entendent bien résister au durcissement et aux mesures de désinscription.

Le rôle de la FAECUM

Au début de l'année la FAECUM, qui s'est donné comme objectif premier la défense des intérêts des étudiants, tente de mobiliser ceux-ci sur la question des frais de scolarité. Des tracts sont distribués, des assemblées d'information sont convoquées et des articles sont écrits, dénonçant tous la mauvaise foi de l'administration dans le conflit; de plus des moyens d'action concrets sont mis de l'avant pour appuyer nos

revendications telles les manifestations devant l'immeuble principal et devant l'édifice de Polytechnique.

Devant les mots d'ordre de la FAECUM qui se limitaient et se limitent encore à dénoncer l'attitude de l'administration, des étudiants en sont arrivés à se poser des questions sur la façon dont cette lutte importante était menée jusque-là. Ils en sont venus à la conclusion qu'elle avait été amorcée dans un esprit corporatiste c'est-à-dire qu'on a tendance à l'isoler des intérêts des autres couches de la société pour en faire un cas unique d'injustice sociale. L'aspect important qu'on semblait oublier depuis le début est le fait que l'administration se fait complice des mesures gouvernementales de coupures de budget dans l'éducation.

La situation actuelle

Dans les faits si nos droits sont bafoués d'une façon plus aigue cette année c'est parce que le gouvernement est forcé depuis deux ans de changer ses politiques en matière de subventions à l'éducation: subventions en fonction du nombre d'étudiants qui ont payé plutôt qu'en fonction du nombre d'étudiants inscrits.

En réalité deux choses principales devraient être soulignées dans le développement de la présente lutte:

1) Celle-ci est une conséquence directe de la crise économique qui sévit actuellement au Québec, au Canada et à l'échelle mondiale: une crise issue de la compétition anarchique pour la concentration des entreprises et l'augmentation des profits, donc la crise du capitalisme.

2) En tant qu'étudiants nous ne sommes pas les seules victimes de ces mesures de crise qui affectent la plupart des travailleurs à travers le Canada. On n'a qu'à constater les coupures de budget dans les hôpitaux et dans les services sociaux en général, le taux galopant de chômage et le contenu de la loi fédérale C-27 qui veut y "remédier" en allongeant la période minimum de travail pour recevoir les prestations, diminue le temps d'al-

location et harcèle les chômeurs, de même que le plus grand contrôle des immigrants par la loi C-24 qui sert à exercer un contrôle répressif sur les immigrants en leur niant des droits fondamentaux comme le droit de défendre ses conditions de travail ou de vie, d'avoir des opinions politiques et menace de déporter les immigrants qui ne s'y conforment pas.

En ce sens la désormais célèbre loi C-73, gel des prix et des salaires, qui s'est avérée dans les faits être la loi du gel des salaires, nous affecte particulièrement en tant qu'étudiants. Elle réduit nos conditions de vie et d'étude.

A travers les différentes associations étudiantes, divers groupes de pression agissent actuellement à l'intérieur de la FAECUM et s'emploient chacun à leur façon à faire évoluer la situation. Les marxistes-léninistes sont de ceux-là; leur message est que les étudiants sont touchés par la crise au même titre que les travailleurs lorsqu'ils subissent les coupures de budget, les durcissements ou les coupures idéologiques. Ils appellent à l'unité les travailleurs du Centre de Calcul et les étudiants du Pré-scolaire-élémentaire pour que tous ensemble nous fassions valoir nos droits et dénonçons les effets de la politique gouvernementale et les limites du système scolaire actuel.

Depuis quelques semaines la FAECUM a repris le mot d'ordre d'unité des trois luttes, mais elle se refuse toujours à dénoncer la politique de l'Etat à l'Education de peur de passer pour trop révolutionnaire et de se couper des intérêts des étudiants. Face à une implication socio-politique la FAECUM préfère actuellement considérer son indépendance comme la "gardienne de son efficacité" (Editorial du *Continuum*, journal de la FAECUM, 11 octobre 1977). De plus en plus d'étudiants se rendent compte cependant que voir les choses de cette façon c'est se fermer les yeux sur la réalité québécoise et canadienne.

Bernard Legault

Lettres

Thomas Brooks contesté au Daily:

Une traduction de la lettre de Thomas Brooks de la Saskatchewan a été publiée dans la dernière édition française du Daily. Pareilles absurdités n'ont pu me laisser indifférente, c'est pourquoi je réponds à sa lettre.

Vous prétendez dans vos propos et je cite "que seul l'anglais est le véhicule de la pensée scientifique", que le fait de promouvoir le français au Canada est un gaspillage d'argent, que la langue française disparaîtrait s'il y avait des changements constitutionnels et que le gouvernement est un genre de mafia.

Je vous signale tout d'abord que l'anglais est loin d'être le seul véhicule de la pensée scientifique. Que faites-vous de l'allemand et même du russe? Je vous suggère que vous fassiez un tour à la bibliothèque de la faculté de Génie, vous y remarquerez bon nombre d'ouvrages qui sont des traductions de l'allemand et du russe. D'autres figurent dans leur langue originale. D'une part un fait est qu'il y a moyen d'exprimer la même chose dans toutes les langues et dans des termes aussi précis qu'en anglais. Réfléchissez: est-ce vraiment le rôle d'une langue que d'assurer la pensée scientifique? Je crois que son rôle est avant tout de permettre aux individus de communiquer et que de la réduire à un simple instrument de la science est lui ôter toute sa valeur.

Comment le fait de promouvoir le français peut-il être une perte, un gaspillage? Apprendre une langue qu'elle soit ne peut être qu'un enrichissement, un gain de culture que nul ne peut rejeter. Et puisque vous semblez si anti-culture et si préoccupé par la science, le fait de parler trois langues — plus quatre ans de latin au secondaire — ne m'empêche nullement de poursuivre des études en génie mécanique. C'est pourquoi je pense que changement constitutionnel ou pas, le français a très peu de chances de disparaître.

Quant à la thèse que vous soutenez pour expliquer la présence du PQ au pouvoir, elle est tout simplement insipide, sans fondement, irrationnel, et contraire à la réalité. A ce propos je vous pose seulement une question: comment une mafia pourrait-elle manoeuvrer un parti à qui tout le monde reconnaît une tendance social-démocrate?

En concluant, j'essaie d'imaginer qui vous êtes. Peut-être la victime naïve d'une propagande. Le mal qui vous ronge est le narcissisme.

Amenez vos regards sur d'autres régions, d'autres pays. Je vous invite à réfléchir et à utiliser un peu plus votre raison.

Elisabeth Conde
U-1 génie mécanique



McGill Daily

Le McGill Daily est publié cinq fois par semaine par l'Association des étudiants de l'Université McGill, 3480 rue McTavish, Montréal. Les opinions émises dans ces pages sont celles de l'équipe du McGill Daily et ne sont pas nécessairement les opinions officielles de l'Association des étudiants. Le McGill Daily est composé à SST Typesetting et est imprimé à l'imprimerie Trans-Continental, 433 rue Lebeau, Ville St-Laurent.

abonnements par la poste: \$12
Bureau de rédaction: 392-8955
Département de la publicité: 392-8902

REDACTEUR-EN-CHEF: Daniel Boyer

PUPITRE DU QUEBEC: Marc Casini

DIRECTEUR GENERAL: Jennifer Robinson

PUPITRE UNIVERSITAIRE: Ellen McKeough

REDACTEUR, EDITION FRANCAISE: Marie Poirier

PUPITRE SYNDICAL: Ron Doyle

DIRECTEUR DE LA PUBLICITE: Irena Loewy

commentaire

Savez-vous la date aujourd'hui? C'est le 15 novembre, 1977. Oui, il y a un an que le Parti Québécois a remporté la victoire lors des élections déclenchées par Robert Bourassa le 18 octobre, 1976. A part sa signification historique, l'anniversaire d'une élection "pas comme les autres" permet aux journalistes d'écrire leurs articles de réflexion mielleusement intitulés "Le...: un an après".

Cette fois-ci il s'agit d'une élection d'un parti souverainiste, alors on apporte une attention particulièrement vive. Ces derniers jours j'ai parcouru au moins cinq commentaires, et je suis sûr qu'on verra une quantité d'autres tout le long de la semaine. Alors j'avoue que j'avais certaines réserves avant de m'asseoir devant mon dactylo. "Est-ce que j'ai le droit, je me suis demandé, de vous soumettre à la lecture d'un autre article du genre?" Mais vous n'etiez pas là, et souffrant d'une manque d'imagination la réponse qui me venait en tête était "Pourquoi pas?"

Mais à vrai dire la façon dont les élections se sont déroulées l'an dernier, et la marge de la victoire par laquelle le Parti Québécois a pris la direction du gouvernement québécois, ajoutent à ces élections quelque chose de bien spéciale. Le 15 novembre 1976 marquait une nouvelle étape dans les relations fédérales-provinciales, il signalait une nouvelle conjoncture sur la scène politique québécoise.

Malgré le fait que la plupart des sondages publiés en 1976 avant les élections ont indiqué que le Parti Québécois jouissait d'un avantage de plusieurs points sur les Libéraux (CROP, avril, septembre, octobre, 1976; Gallup, mai 1976; INCI novembre, 1976) il y avait un élément irréaliste quand l'ordinateur de Radio-Canada a prédit à 20:30 hres l'élection d'un gouvernement majoritaire. Il a pris quelques instants à croire à la défaite d'un gouvernement qui avait joui d'une majorité étouffante durant trois ans au pouvoir.

D'une mare... à l'autre

Nuance...

Le soutien qu'a donné le gouvernement français aux aspirations de "leurs cousins des Amériques" a étonné bien des gens. Aux offusquations de notre gouvernement fédéral on peut ajouter celles du Parti Socialiste du Peuple Basque.

Ce regroupement politique se demande s'il y a des "bons" séparatistes qui parlent français et des "méchants" qui parlent Corse, Occitan, Basque et Breton. Dans un communiqué le Parti a posé cette question: "Existe-t-il des peuples supérieurs qui ont des droits et des peuples inférieurs que n'en possèdent pas?"

Vive l'OTAN!

Un Québec indépendant devrait partager les responsabilités de la défense du continent nord-Américain. Lors d'une interview accordée au *US News and World Report*, René Lévesque a expliqué que "pendant les années soixante, notre parti a rapidement voté le désengagement au niveau international. Depuis quelques temps, il semble qu'être membre de l'OTAN devient une nécessité pour un Québec indépendant."

Lévesque a ajouté qu'être partenaire au sein du NORAD n'était qu'une question d'ordre financier: "nos seuls doutes seraient sur le coût et non le principe de la défense aérienne du continent", a conclu le stratège.

La Grande Famille

Le premier ministre de la Colombie-Britannique, William Bennett a dit que Lévesque avait perdu contact avec les aspirations du peuple québécois. Bennett pense que Lévesque est "comme un magicien" qui offre des illusions d'une prospérité ancrée dans le futur sans résoudre les problèmes du présent pour autant.

Lors d'un séjour à Paris, Bennett a dit que "Le gouvernement du Québec n'a pas les sympathies de la majorité des Québécois pour son projet de faire sortir le Québec de la famille canadienne." Bennett a conclu que l'avenir du Canada sera décidé par le peuple et non les politiciens canadiens.

A bon entendeur, salut

L'élection de Bob Coates à la présidence du parti progressiste-conservateur donne à réfléchir sur les possibilités d'une alliance Union Nationale-conservateurs. La thèse de "l'Égalité ou l'Indépendance" telle que prônée par Rodrigue Biron au congrès conservateur n'a pas été trop controversée mais il faut noter que le système de traduction simultanée ne fonctionnait pas lorsque Biron s'est adressé aux "Bleus".

Coates ne cache pas son appui au gouvernement raciste d'Afrique du Sud et au fait que les jérémiades québécoises ne trouveront pas une oreille sympathique chez lui.

Daniel Boyer

La population québécoise était mécontente avec ce parti qui se comportait de plus en plus d'une façon irresponsable, et malgré les risques d'appuyer un parti qui ne vivait que depuis 1968, et qui s'est déclaré souverainiste, elle a mis (dans un pourcentage de 41.4) sa confiance dans le Parti Québécois.

Pour tous ceux qui me diraient "mais il reste encore près de 58% de la population québécoise qui n'a pas voté PQ", ça ne change pas de quelque façon que ce soit que le gouvernement du Québec, pour la première fois dans notre histoire, songe à faire sortir le Québec de la Confédération canadienne. Ça ne change pas non plus le fait que le reste du pays s'est éveillé à la possibilité réelle que le Québec deviendrait un jour un état souverain. Et ça ne change pas le fait qu'il se peut fort bien que son réveil est arrivé trop tard.

Un an après l'élection du Parti Québécois il est évident que la dissolution du Canada tel qu'il existe présentement n'aura pas lieu demain. Jusqu'à date on n'a vu que les démarches préliminaires, que la mise en place des structures bureaucratiques un peu partout à travers le pays afin d'analyser, codifier et réglementer les manoeuvres. Si la vie quotidienne ressemble à ce qu'elle était il y a un an, il n'est pas moins vrai qu'on est en train de traverser une période d'une prise de conscience nationale.

Il y a onze ans que dix Canadiens nous ont averti de l'existence d'une crise au Québec: "les commissaires, comme tous les Canadiens qui lisent les journaux, s'attendaient bien à se trouver en présence de tensions et de conflits, ils savaient que ces difficultés furent monnaie courante durant toute l'histoire de la Confédération, et qu'elles sont normales dans un pays où coexistent des cultures. Mais ce qu'ils ont peu à peu décelé est différent. Ils ont été contraints de conclure que le Canada traverse actuellement, sans toujours en être conscient, la crise majeure de son histoire". (Rapport Préliminaire, Comm. B&B, p.5)

Avec l'élection du Parti Québécois nous sommes appelés à offrir des solutions à cette crise. Un an après je me demande si nous sommes assez mûrs, dans nos législatures respectives, de la résoudre d'une façon sincère et avec civilité. Je l'espère. Pourquoi pas?

Alan Conter

Lettres

Thomas Brooks contesté au Daily:

Une traduction de la lettre de Thomas Brooks de la Saskatchewan a été publiée dans la dernière édition française du Daily. Pareilles absurdités n'ont pu me laisser indifférente, c'est pourquoi je réponds à sa lettre.

Vous prétendez dans vos propos et je cite "que seul l'anglais est le véhicule de la pensée scientifique", que le fait de promouvoir le français au Canada est un gaspillage d'argent, que la langue française disparaîtrait s'il y avait des changements constitutionnels et que le gouvernement est un genre de mafia.

Je vous signale tout d'abord que l'anglais est loin d'être le seul véhicule de la pensée scientifique. Que faites-vous de l'allemand et même du russe? Je vous suggère que vous fassiez un tour à la bibliothèque de la faculté de Génie, vous y remarquerez bon nombre d'ouvrages qui sont des traductions de l'allemand et du russe. D'autres figurent dans leur langue originale. D'une part un fait est qu'il y a moyen d'exprimer la même chose dans toutes les langues et dans des termes aussi précis qu'en anglais. Réfléchissez: est-ce vraiment le rôle d'une langue que d'assurer la pensée scientifique? Je crois que son rôle est avant tout de permettre aux individus de communiquer et que de la réduire à un simple instrument de la science est lui ôter toute sa valeur.

Comment le fait de promouvoir le français peut-il être une perte, un gaspillage? Apprendre une langue qu'elle soit ne peut être qu'un enrichissement, un gain de culture que nul ne peut rejeter. Et puisque vous semblez si anti-culture et si préoccupé par la science, le fait de parler trois langues — plus quatre en latin au secondaire — ne m'empêche nullement de poursuivre des études en génie mécanique. C'est pourquoi je pense que changement constitutionnel ou pas, le français a très peu de chances de disparaître.

Quant à la thèse que vous soutenez pour expliquer la présence du PQ au pouvoir, elle est tout simplement insipide, sans fondement, irrationnel, et contraire à la réalité. a ce propos je vous pose seulement une question: comment une mafia pourrait-elle manoeuvrer un parti à qui tout le monde reconnaît une tendance social-démocrate?

En concluant, j'essaie d'imaginer qui vous êtes. Peut-être la victime naïve d'une propagande.

Le mal qui vous ronge est le narcissisme. Amenez vos regards sur d'autres régions, d'autres pays. Je vous invite à réfléchir et à utiliser un peu plus votre raison.

Elisabeth Conde
U-1 génie mécanique



McGill Daily

Le McGill Daily est publié cinq fois par semaine par l'Association des étudiants de l'Université McGill, 3480 rue McTavish, Montréal. Les opinions émises dans ces pages sont celles de l'équipe du McGill Daily et ne sont pas nécessairement les opinions officielles de l'Association des étudiants. Le McGill Daily est composé à SST Typesetting et est imprimé à l'imprimerie Trans-Continental, 433 rue Lebeau, Ville St-Laurent.

abonnements par la poste: \$12
Bureau de rédaction: 392-8955
Département de la publicité: 392-8902

REDACTEUR-EN-CHEF: Daniel Boyer

PUPITRE DU QUEBEC: Marc Cassini

DIRECTEUR GENERAL: Jennifer Robinson

PUPITRE UNIVERSITAIRE: Ellen McKeough

REDACTEUR, EDITION FRANÇAISE: Marie Polier

PUPITRE SYNDICAL: Ron Doyle

DIRECTEUR DE LA PUBLICITE: Irena Loewy

commentaire

Savez-vous la date aujourd'hui? C'est le 15 novembre, 1977. Oui, il y a un an que le Parti Québécois a remporté la victoire lors des élections déclenchées par Robert Bourassa le 18 octobre, 1976. A part sa signification historique, l'anniversaire d'une élection "pas comme les autres" permet aux journalistes d'écrire leurs articles de réflexion mielleusement intitulés "Le...: un an après".

Cette fois-ci il s'agit d'une élection d'un parti souverainiste, alors on apporte une attention particulièrement vive. Ces derniers jours j'ai parcouru au moins cinq commentaires, et je suis sûr qu'on verra une quantité d'autres tout le long de la semaine. Alors j'avoue que j'avalais certaines réserves avant de m'asseoir devant mon dactylo. "Est-ce que j'ai le droit, je me suis demandé, de vous soumettre à la lecture d'un autre article du genre?" Mais vous n'etiez pas là, et souffrant d'une manque d'imagination la réponse qui me venait en tête était "Pourquoi pas?"

Mais à vrai dire la façon dont les élections se sont déroulées l'an dernier, et la marge de la victoire par laquelle le Parti Québécois a pris la direction du gouvernement québécois, ajoutent à ces élections quelque chose de bien spéciale. Le 15 novembre 1976 marquait une nouvelle étape dans les relations fédérales-provinciales, il signalait une nouvelle conjoncture sur la scène politique québécoise.

Malgré le fait que la plupart des sondages publiés en 1976 avant les élections ont indiqué que le Parti Québécois jouissait d'un avantage de plusieurs points sur les Libéraux (CROP, avril, septembre, octobre, 1976; Gallup, mai 1976; INCI novembre, 1976) il y avait un élément irréel quand l'ordinateur de Radio-Canada a prédit à 20:30 hres l'élection d'un gouvernement majoritaire. Il a pris quelques instants à croire à la défaite d'un gouvernement qui avait joui d'une majorité étouffante durant trois ans au pouvoir.

D'une mare... à l'autre

Nuance...

Le soutien qu'a donné le gouvernement français aux aspirations de "leurs cousins des Amériques" a étonné bien des gens. Aux offusquations de notre gouvernement fédéral on peut ajouter celles du Parti Socialiste du Peuple Basque.

Ce regroupement politique se demande s'il y a des "bons" séparatistes qui parlent français et des "méchants" qui parlent Corse, Occitan, Basque et Breton. Dans un communiqué le Parti a posé cette question: "Existe-t-il des peuples supérieurs qui ont des droits et des peuples inférieurs que n'en possèdent pas?"

Vive l'OTAN!

Un Québec indépendant devrait partager les responsabilités de la défense du continent nord-Américain. Lors d'une interview accordée au *US News and World Report*, René Lévesque a expliqué que "pendant les années soixante, notre parti a rapidement voté le désengagement au niveau international. Depuis quelques temps, il semble qu'être membre de l'OTAN devienne une nécessité pour un Québec indépendant."

Lévesque a ajouté qu'être partenaire au sein du NORAD n'était qu'une question d'ordre financier: "nos seuls doutes seraient sur le coût et non le principe de la défense aérienne du continent", a conclu le stratège.

La Grande Famille

Le premier ministre de la Colombie-Britannique, William Bennett a dit que Lévesque avait perdu contact avec les aspirations du peuple québécois. Bennett pense que Lévesque est "comme un magicien" qui offre des illusions d'une prospérité ancrée dans le futur sans résoudre les problèmes du présent pour autant.

Lors d'un séjour à Paris, Bennett a dit que "Le gouvernement du Québec n'a pas les sympathies de la majorité des Québécois pour son projet de faire sortir le Québec de la famille canadienne." Bennett a conclu que l'avenir du Canada sera décidé par le peuple et non les politiciens canadiens.

A bon entendeur, salut

L'élection de Bob Coates à la présidence du parti progressiste-Conservateur donne à réfléchir sur les possibilités d'une alliance Union Nationale-Conservateurs. La thèse de "l'Egalité ou l'Indépendance" telle que prônée par Rodrigue Biron au congrès conservateur n'a pas été trop controversée mais il faut noter que le système de traduction simultanée ne fonctionnait pas lorsque Biron s'est adressé aux "Bleus".

Coates ne cache pas son appui au gouvernement raciste d'Afrique du Sud et au fait que les jérémiades québécoises ne trouveront pas une oreille sympathique chez lui.

Daniel Boyer

La population québécoise était mécontente avec ce parti qui se comportait de plus en plus d'une façon irresponsable, et malgré les risques d'appuyer un parti qui ne vivait que depuis 1968, et qui s'est déclaré souverainiste, elle a mis (dans un pourcentage de 41.4) sa confiance dans le Parti Québécois.

Pour tous ceux qui me diraient "mais il reste encore près de 58% de la population québécoise qui n'a pas voté PQ", ça ne change pas de quelque façon que ce soit que le gouvernement du Québec, pour la première fois dans notre histoire, songe à faire sortir le Québec de la Confédération canadienne. Ça ne change pas non plus le fait que le reste du pays s'est éveillé à la possibilité réelle que le Québec deviendrait un jour un état souverain. Et ça ne change pas le fait qu'il se peut fort bien que son réveil est arrivé trop tard.

Un an après l'élection du Parti Québécois il est évident que la dissolution du Canada tel qu'il existe présentement n'aura pas lieu demain. Jusqu'à date on n'a vu que les démarches préliminaires, que la mise en place des structures bureaucratiques un peu partout à travers le pays afin d'analyser, codifier et réglementer les manoeuvres. Si la vie quotidienne ressemble à ce qu'elle était il y a un an, il n'est pas moins vrai qu'on est en train de traverser une période d'une prise de conscience nationale.

Il y a onze ans que dix Canadiens nous ont averti de l'existence d'une crise au Québec: "les commissaires, comme tous les Canadiens qui lisent les journaux, s'attendaient bien à se trouver en présence de tensions et de conflits, ils savaient que ces difficultés furent monnaie courante durant toute l'histoire de la Confédération, et qu'elles sont normales dans un pays où coexistent des cultures. Mais ce qu'ils ont peu à peu décelé est différent. Ils ont été contraints de conclure que le Canada traverse actuellement, sans toujours en être conscient, la crise majeure de son histoire". (Rapport Préliminaire, Comm. B&B, p.5)

Avec l'élection du Parti Québécois nous sommes appelés à offrir des solutions à cette crise. Un an après je me demande si nous sommes assez mûrs, dans nos législatures respectives, de la résoudre d'une façon sincère et avec civilité. Je l'espère. Pourquoi pas?

Alan Conter

Les éditeurs...

suite de la page 2

population d'une région.

Ce transfert des responsabilités quant au contenu du journal a entraîné certains conflits graves et a inévitablement créé des tensions au sein de la salle de rédaction. Le travail des éditeurs s'est parcellisé et spécialisé à outrance. Et maintenant, un éditeur n'est plus qu'un technicien de l'information dont la tâche consiste essentiellement à réaliser de belles pages de journaux. Sa tâche n'est plus de choisir entre telle et telle information mais de trouver la meilleure façon de présenter ou d'illustrer l'information qui aura été choisie par d'autres quelques heures auparavant.

En même temps les équipes d'éditeurs, ont vu partir bien des leurs et les derniers carrés d'éditeurs, fidèles à leurs postes comme un timonier à la roue de son navire, éprouvant de grandes difficultés à attirer vers eux des confrères compétents et intéressés par l'emploi. Si bien que l'on peut dire aujourd'hui que le travail d'édition, auparavant essentiel, est devenu une tâche secondaire dans un journal.

Cette situation a-t-elle des chances de s'améliorer un jour ou l'autre? Il serait bien difficile de répondre à une telle question. Les observateurs les plus attentifs et les plus avertis ne voient guère de remède pour l'instant. Pire: ils prévoient une aggravation de la situation avec la mise en place des changements technologiques qui se réalise actuellement dans la plupart des grands quotidiens. Or, à la limite, ces changements technologiques pourraient permettre aux propriétaires de journaux de se passer purement et simplement de cette bande de "vieux grincheux" que sont les éditeurs. Il suffirait de les remplacer par des maquettistes et des opérateurs de claviers d'ordinateurs.

Parce que nous sommes en démocratie, cette fonction qui consiste à décider du contenu d'un journal doit être faite par le plus grand nombre possible. Et il semble que les éditeurs, par leurs fonctions, par leur compétence professionnelle et par leur indépendance vis-à-vis la direction générale parce qu'ils sont syndiqués, soient parfaitement aptes à remplir cette fonction. C'est sans doute la meilleure garantie de sérieux et d'objectivité qu'un journal puisse offrir au public.

Hier les journalistes écrivaient et réalisaient eux-mêmes leurs journaux. Demain, les journalistes écriront seulement leurs journaux. La réalisation en sera confiée à d'autres et nul doute que cette réalisation sera subordonnée à certains intérêts économiques. Et, dans une situation extrême, peu probable au Québec mais possible dans d'autres pays, la réalisation des journaux pourrait alors être directement subordonnée à des intérêts politiques. Les journalistes n'auraient plus au-

cun contrôle sur des choses aussi fondamentales que la neutralité, l'honnêteté, la bienveillance.

Cette question, parmi bien d'autres, explique pourquoi la colère gronde chez bien des journalistes. Cette colère n'est pas unique au Québec. On la retrouve dans la plupart des pays occidentaux. Et, au Québec comme ailleurs, le grand public ne comprend pas très

bien ce mouvement de mauvaise humeur de la part "d'enfants gâtés" que semblent être les professionnels de l'information.

Pourtant, dans le type de démocratie que nous nous sommes donnés en Occident, la neutralité et l'honnêteté de la presse est un rouage essentiel. Fausser ce rouage, c'est fausser les mécanismes de la démocratie.

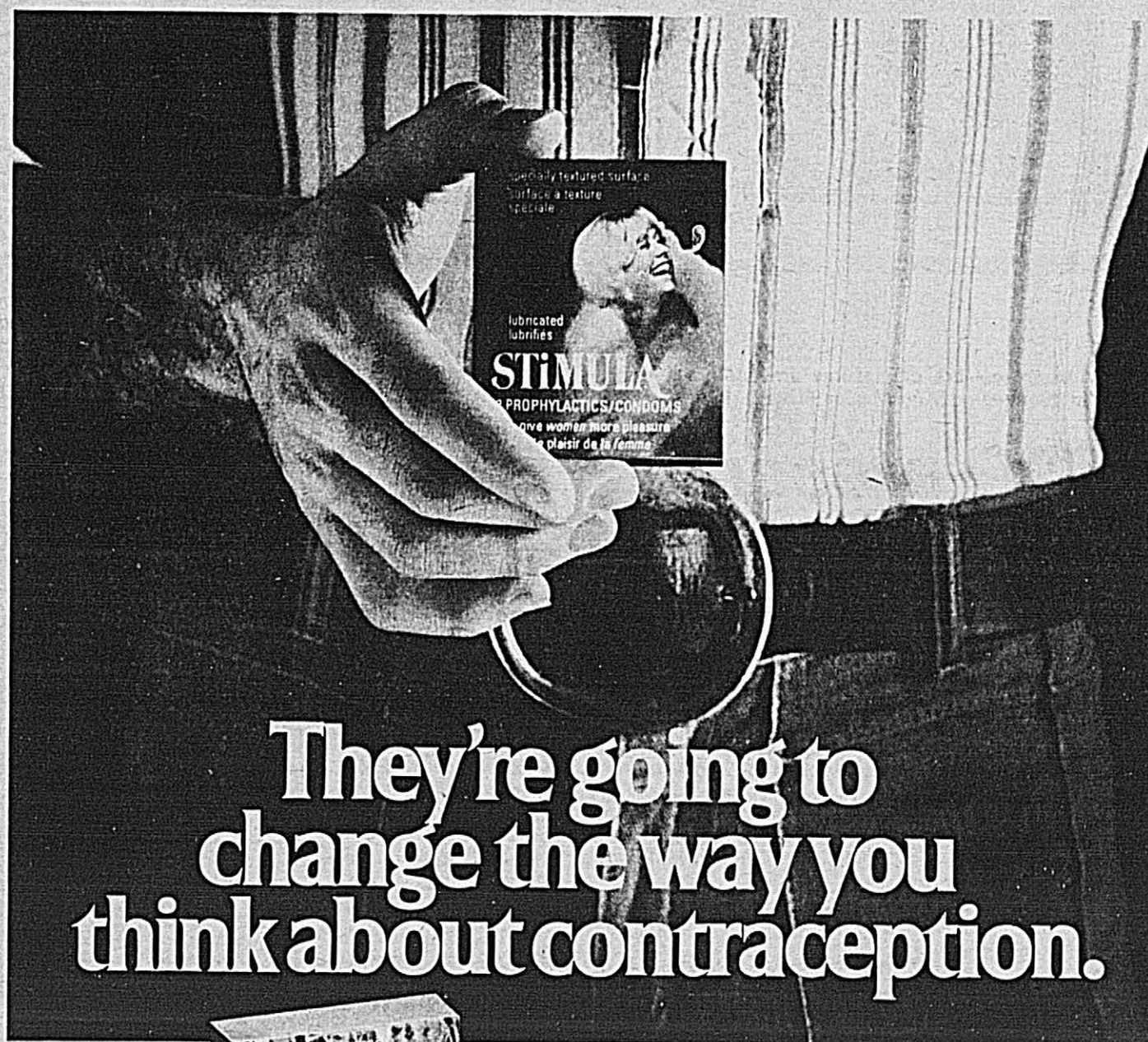
Noted historian and author

Han Suyin

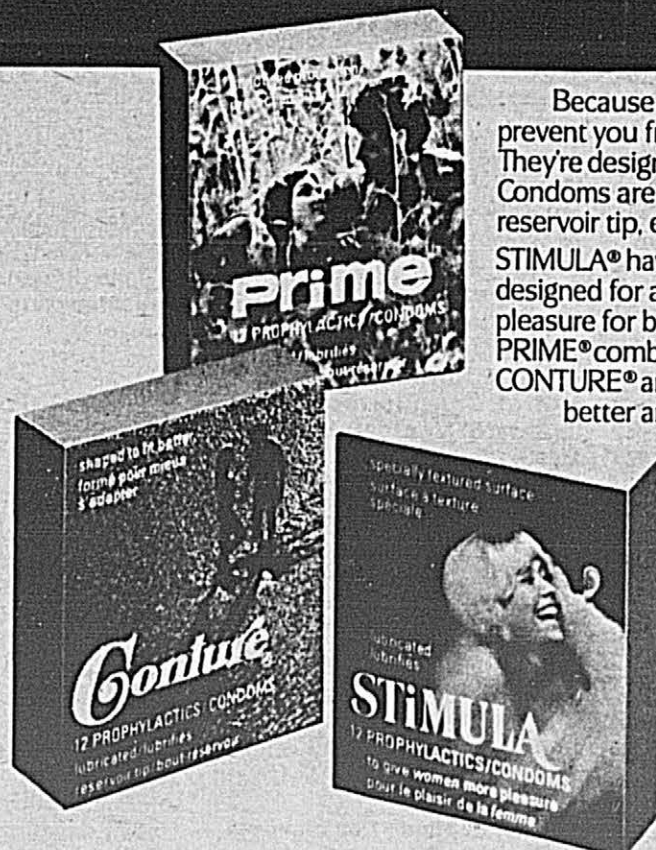
the Heritage of Mao in China

Today Nov. 15 8 pm

Tickets \$1.50 — Available at Sadie's (Union Building),
and at the door
Sponsored by EASA, CEAS, HSA and ASUS



**They're going to
change the way you
think about contraception.**



Because our condoms are designed to do more than just prevent you from contributing to the population explosion. They're designed to add to your enjoyment. While all Searle Condoms are dry-lubricated for greater sensitivity and have a reservoir tip, each has its own special difference.

STIMULA® have multiple ribbing on the shaft...a feature designed for a man...with a woman in mind. Adds to the pleasure for both partners.

PRIME® combine traditional shape with economy.

CONTURE® are shaped. To fit you. Which means they feel better and stay put.

Whichever you choose, we believe they're going to change the way you think about contraception.

Today's Condom.

Available on display in drugstores or ask for them by name. In packs of 3's, 12's and the new 36's.

Who knows more about contraception than Searle
SEARLE Searle Pharmaceuticals
400 Iroquois Shore Road
Oakville, Ontario L6H 1M5



Tennessee Williams, célèbre dramaturge américain est venu à Montréal en fin de semaine présenter sa *Pièce à deux* au TNM.

Au TNM:

Pièce de Tennessee Williams

par Louis Grégoire

Tennessee Williams, dramaturge américain, est venu faire un tour à Montréal en fin de semaine. Auteur de nombreuses pièces telles que *Un tramway nommé Désir*, *La Ménagerie de verre* et *La chatte sur un toit brûlant*, il a assisté vendredi soir au TNM à la version française de *Pièces à deux* qui était jouée par Louise Marleau et Daniel Gadouas.

Originale du sud des États-Unis, cette homme du sud s'est permis d'affronter le froid pour assister à la deuxième de ses pièces traduites, faisant suite à *Soudain l'été dernier* qui fut jouée en mai '77 par la même équipe. Comme il habite maintenant Key West et qu'il n'a plus à se soucier de ses vieux jours, il continue à signer divers textes dont le prochain

sera intitulé *Vieux Carré* sur la Nouvelle-Orléans et qui sera joué à Londres en mars '78.

Williams a toujours représenté des êtres épris d'un malaise humain ou de héros qui sont victimes de leur propre sort à cause d'un environnement qui ne les a pas compris. Comme le dramaturge a dû traverser de nombreuses crises durant certaines étapes de sa vie, il a toujours su maintenir et refléter un ton dramatique d'une rare qualité dans ses personnages. Le côté émotif est exploité et se dégage beaucoup dans ses histoires. C'est précisément le cas de Blanche Dubois, petite femme du Mississippi dans *Un tramway nommé Désir* qui n'a pu prendre en main l'univers qui s'écroulait devant elle et se trouvant à la merci d'une contrainte sociale

injustement reprochée, elle dut s'isoler loin de ses parents et amis pour se replier sur elle-même et sombrer dans la folie.

La pièce au TNM est du même genre mais ici c'est la relation entre un frère et une sœur qui cherchent à jouer comme des comédiens et qui se dédoublent en trouvant des rôles qui les mèneront à jouer l'inceste. Ils rient, ils crient, ils s'aiment fort, et toute leur action est centrée sur l'impulsion de leur commun rapport. Tennessee Williams se retrouve dans ses personnages et il affirme aisément que Blanche Dubois, c'est lui, autant Gustave Flaubert qui disait en 1850: "Madame Bovary, c'est moi!"

A ceux qui sont intéressés, *Pièces à deux* pourra être vue au TNM ce mois-ci.

Le TPQ présente les violons de l'automne

par Marie Claude Saint Laurent

Le théâtre à Montréal et ses environs semble, malgré le relativement grand choix de pièces qu'il propose, ne plus attirer le milieu étudiant pré-universitaire. C'est du moins l'opinion de François Martel du centre de la récréation de Ville Saint-Laurent qui tente, à l'aide d'un programme choisi de représentations théâtrales, de regagner les brebis égarées du CEGEP Saint-Laurent. Comme le faisait remarquer M. Martel, la salle Emile Legault se remplit depuis deux ans d'un public de tous les âges, à l'exception de celui des étudiants de ce même CEGEP.

C'est dans cette idée que la pièce de Jacques Languirand, qui est professeur à McGill a été présentée la semaine der-

rière dans cette vaste salle ayant l'apparence extérieure de ces vieux séminaires et couvents catholiques que tous fréquentaient il n'y a pas si longtemps...

Bien jouée, très drôle et n'atteignant jamais une tournure vulgaire commune aux pièces de boulevard, la pièce *Les violons de l'automne* est en résumé l'histoire de la formation d'un triangle, une femme et ses deux prétendants. Triangle causé d'ailleurs accidentellement par l'intervention d'une agence matrimoniale qui avait pour charge de marier Marie-Rose à Eugène. Après le mariage et juste avant la "consommation" arrive un deuxième Eugène qui, amant de Marie-Rose depuis 40 ans et venant (enfin...?) de perdre sa

femme, court lui demander sa main. Ce deuxième prétendant justifiera sa présence auprès du mari en affirmant que l'Eugène élu par l'agence n'est autre que lui-même, ayant lui aussi correspondu avec Marie-Rose. Cette situation cocasse qui, dans la pièce, dure des mois, ne se démêle qu'avec la crise cardiaque du légitime et les heureuses retrouvailles des deux amants.

Le jeu des trois comédiens, Elizabeth Chouvaldizé, Jacques Galpeau et Jean-Pierre Masson est excellent. Le théâtre populaire du Québec après une longue tournée en province était parfaitement rodé pour la région métropolitaine. Cette pièce, créée en 1961 au théâtre Club de Montréal était reprise cette année dans une adaptation et mise en scène de Pascal Rollin.

aujourd'hui

Communauté McGill:

Tu aimes les enfants? As-tu deux heures de libre par semaine? Il y a des enfants à Montréal qui ont besoin des gens sensibles et responsables comme toi. Viens donc nous voir au Centre Universitaire, local 408. On est ouvert lun et mer 13h à 15h, mar et jeu 13h30 à 15h30, ven 11h à 13h.

Déclison Canada - McGill:

Assemblée générale. Invité: Richard Lande, président de Déclison Canada. Union Building local 310 à 6 pm.

Tuesday Night Café presents:

Its second evening of entertainment. A Silent Show, Nuke Clear by Joel Light, "Death of a Hired Man", an adaptation of the Robert Frost poem, and piano by Impresario Alec. 7:30 pm. Morrice Hall 106. Admission fifty cents, delicious refreshments will be available.

Law Debating Society Speakers Programme:

Three legal philosophers from

McGill, Concordia and Oxford discuss "Rights and Discrimination in the French Language Charter (Bill 101)" Moot Court, Law Building, 1 pm. Discussion.

Faculty of Occupational and Physiotherapy:

Open lecture by Dr. P. Roper of Douglas Hospital on the subject of Convulsive Therapy. McIntyre Medical Building, Meakins Auditorium at 7 pm. Refreshments will be served following the lecture.

Monteregian Geology Club:

Guest speaker Dr. Eric Mountjoy, "Mountain-Building" — an explanation of the photo mural in F.D. Adams Bldg. 1 pm, rm. 349.

Want to Check Out Israel?:

Information Bazaar, 10 am - 3 pm, McGill Student Union Bldg., rm. 108.

Faculty of Music free concerts:

Pollack Concert Hall, 1 pm: Woodwind Ensembles, direc-



La Salle Emile-Legault du CEGEP Saint-Laurent veut faire revivre le théâtre dans cette partie de la ville et susciter l'intérêt des étudiants.

tion Laura Jaeger and Tom Talamantes. Works by Vivaldi, Sweelinck, Bozza, Goeb, Preser, Agay, Klein. Recital Room C209, 8:30 pm: Mixed Chamber Ensembles, direction: Luba Zuk. Tom Talamantes, Nona Talamantes. Works by: Haydn, Barthe, Agay, Maurer.

McGill Outing Club

Canadian Ski Marathon: Entries should be mailed today if you want your entry accepted. They are very near the 3,700 entry mark. Mail today to be sure. (Entries are available in the MOC office).

McGill debating Union:

Regular Tuesday night meeting at 7 in the Union building room

B17. This is your last chance to try out for the CUSID tournament in Ottawa next weekend. There will be elimination debates on the prepared topic for the tournament: "Revolved that the constitution should be revised to give more power to the provinces." All debaters and/or babblers welcome. Ralph will be in attendance.

Fencing Club:

Tonight's practice will begin at seven o'clock. All members are urged to attend. Students who have completed the introductory instructional course are extremely welcome. Pedro, our new Mexican coach, is looking forward to meeting you.

Histoire...

suite de la page 2
server leurs documents ou les donner à des archives publiques ou universitaires si elles ne peuvent. Face au manque d'intérêt des compagnies, quantité de documents ont été détruits, alléguant que personne ne s'y intéressait, ce qui était vrai jusqu'à récemment. Les compagnies se sont souvent méfiées des chercheurs: "Il doit y avoir un compromis entre le désir de l'historien de tout voir et celui de la compagnie de tout cacher" dit Brian Young.

Le groupe McGill business history project a eu des contacts avec d'autres historiens comme Yves Saint-Germain qui travaille sur la participation des francophones dans les affaires et des groupes à l'UQAM et l'Université de Montréal. Le Centre de recherches en histoire économique du Canada français, affilié aux Hautes études commerciales, a subventionné en partie le projet mais le groupe est indépendant du Centre.

"Il ne peut y avoir d'histoire économique que si elle est systématique", dit Young. Le projet se veut comme base de recherche d'où partiront les interprétations. Le recueil sera publié autour de Noël et le groupe propose déjà un projet d'interprétation détaillée des sources. Il est temps d'écrire l'histoire du monde des affaires à Montréal afin de mieux comprendre le rôle du Québec et du Canada dans le système capitaliste et les rapports entre bourgeoisies francophones et anglophones.

Erratum

Erratum: Dans l'article de lundi sur les résidences, au lieu de "More than \$6000 could be saved..." il faudrait lire "More than \$60,000 could be saved."

Demain!! In the Daily

Coupon d'escompte pour *Première '78*
SADIE'S 392-8926

Emil Fackenheim

Prof. of Philosophy
University of Toronto

The Zionist Reality in an Epoch-Making Era:

Emancipation-Holocaust-Israel

McGill University
Thursday, November 17,
7 pm
Stewart Building
Rm. S 1/3

McGill Student Zionists

McGill Student Zionists Meeting

Wed., Nov. 16

4:30 pm
McGill Student Union Rm. 302

How can you get involved?
by participating in groups working on:
Newspaper!
Lecture Seminar!
Discussion!
Film!
.....join us

AUTOS AVAILABLE

Toronto, Western Canada
Maritimes and Florida

MONTREAL DRIVEAWAY
4036 St. Catherine W.
South West Corner at Atwater
937-2816

Pizza & Falafel

Today November 15

11:30-2:00 pm

Chabad House
3429 Peel St.
842-6616

Homosexuality and the Church



Wednesday
November 16
8:30 pm
A panel discussion

Leacock 26
Free Admission



TAKE WINTER BY STORM

KODIAK—TIMBERLAND—WINTER WILDERNESS—FRYE—U.S.A.F. BOMBER JACKETS

TUNDRA BOOTERY

1435 STANLEY ST.
843-4089

Complete lines of women's
and men's good-looking,
durable footwear, for all kinds
of feet.



Beefeater

so pure...so smooth

Beefeater Dry Gin retains its fine taste even in mixes.
Distilled and bottled in London, England.



petites annonces

HOUSING

1½ to sublet. Dec. 1st. Close to McGill, \$140 per month. Unfurnished with option to buy bed. Call 937-2217.

Sublet with option. 3½, \$165 monthly. Central, fireplace, freshly painted. To let Dec. 6 or later. Call 937-1887.

Rent; Sublet: 3½ nice condition. Sunny; balcony. Shower, bath. Functional-roomy kitchen. 2½ miles to McGill. Convenient bus. \$150 incl. heat. 488-8248.

Bargain Sublet: 4½ apt. Beautiful, clean and quiet on Baile Street. Right downtown. Minutes from McGill. \$190. 931-5247.

PERSONAL

Problem? Feel you need to rap with a rabbi? Call Israel Hausman: 341-3580.

LESSONS

Lessons on the classical guitar. All levels. Octavio Lafourcade. 273-0126, 273-5505.

MISCELLANEOUS

Han Suyin on the heritage of Mao in China. 15th November at 8 pm. Tickets \$1.50. Available at Sadie's.

Gay Jewish friends meet Fridays for social and religious activities, discussions. Men, women welcome. Information: Box 290, Station H, Montreal.

Electrolyse. Salon Mary Anne, enr. Unwanted hair removed permanently. Mary Anne Plette, Registered Nurse, Specialist. 1117 St. Catherine W., Suite 414. Tel.: 842-0828.

Prepare for the December LSAT with the Law Board Review Centre's Intensive LSAT Weekend Review. For further information give us a call toll-free at (800) 663-3381.

Knowlton "aki" house requires members immediately. \$135 season. All facilities included. Phone 270-5901 after 5 pm.

FOUND

A stray dog (puppy?). Brown, with black shades, the neck, breast and front legs white. Followed a girl from Newman Centre to Co-Ed Residence. Very affectionate. Call 288-3349.

JOBS

Flower Girls needed for part-time evening work. Neat appearance required. For more information call Plant World. 932-5170.

Cleaning woman wanted. 2 hrs. daily, Mon-Thurs. 4:30-8:30 pm. 4 hrs. Sun. 10:00 am-2:00 pm. Cote St. Luc area. George 482-0730.

FOR SALE

Guitars. Excellent condition. Aria hollow-body electric; Gibson steel-string acoustic; Echo 12-string. Prices negotiable. Must sell. Call Eddy 845-9639, 849-8950.

Volkswagen — 1968. Motor in good condition. Must sell. No reasonable offer refused. Please call 486-3452, evenings.

Single bed almost new. Extra firm mattress. \$90 or best offer. Call David 392-8914 Sunday-Wednesday 5-10 pm.

TV 21" RCA B&W Portable. \$180. Negotiable. Ask for Ruben or leave message. 392-5725 from 10 am to 5 pm.

Maxell tapes. The finest quality recording tape at the absolute lowest prices. Happiness is a Maxell tape. Phone Philip. 769-7201.

Fender Stratocaster maple-neck guitar with case. Call 489-7389.

TYPING

Your typing jobs done by expert. Economical rates. Tel: 761-3202 any time.

LOST

Gray parker pen. Friday morning Nov. 11, Blackader Library. Sentimental value. Reward \$5.00. Call Maureen. 258-4315.

One dodo's head somewhere in Dally flats. Goes with dodo's ass. Must find. We can't allow this creature to become extinct! Contact Ron F. at Dally's Dodo Dept.

ARMY NAVY SURPLUS

Down Parkas

\$39.95

Wool military coats

752 Sherbrooke W.
Across from Campus

Hebrew Lessons

Today November 15

12 noon

Chabad House
3429 Peel St.

842-6616

Les grands Ballets Canadiens

La Scouine
de Fernand Nault
Le bal des cadets
Thème
et variations

17, 18 et 19
novembre
à 20h30

Billets \$4 à \$10
Étudiants \$5
Master Charge et Charges
487-2200

Salle Wilfrid-Pelletier
Place des Arts
842-2112



Want to check out Israel?

- ☐ university programs
- ☐ your profession in Israel
- ☐ touring
- ☐ learning Hebrew
- ☐ development towns
- ☐ kibbutz or moshav
- ☒ information bazaar

Today, Nov. 15, 10:00 to 3:00
McGill Student Union Building
Rm. 108



HILLEL

DECISION CANADA-McGILL

Assemblée Générale

Invité: Richard Lande
President de Decision Canada
Mardi, le 15 Novembre
6:00 pm
Student Union Local 310

Bienvenue à Tous

Heward Grafftey

M.P. Brome-Missisquoi

Wednesday Nov. 16 8:00 pm

Leacock Council Chambers
8th floor Leacock

A Modern Constitution for Modern Times

**GET INTO THE SWING OF THINGS
HAVE YOURS TAKEN TODAY
(THERE ARE ONLY 3,000 OF YOU LEFT...)**

If you are a '78 graduate you owe
it to yourself to appear in Old McGill '78.

- Free sitting session
- Hoods and gowns provided free of charge
- Biography and information sheets

Van Dyck & Meyers Studios has been selected as the sole photographer for Old McGill '78 (only grad photos taken by Van Dyck will appear in Old McGill '78).

DEADLINES

Graduate photos must be taken by Tuesday November 15, 1977 and your proofs must be returned to Van Dyck by Thursday December 15, 1977 in order to meet submission deadlines for Old McGill.



Van Dyck

& MEYERS STUDIOS

1121 ST. CATHERINE ST. WEST — MONTREAL
HOLLAND BUILDING WEST OF PEEL ST.
Serving McGill Students since 1932.

849-7327

No Appointment
Necessary

OPEN DAILY FROM
9 a.m. to 5:30 p.m.

Thursday
until 8:30 p.m.

Closed on Sunday

*A bientôt chez
Gertrude's!*

CHEER LEADER.

